

N°1838

du 11
Mars
2025



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

9^e CONGRÈS PANAFRICAIN

Besoin de solidarité entre l'Afrique, sa diaspora et les Afro-descendants

(Par Prof Robert DUSSEY)

P.6

SEGMENT GBODJOMÉ - SANVEE CONDJI

Par le projet WACA, les maraichers formés au biochar

P.4

PARAQUAT ET GLYPHOSATE

Appel à l'utilisation écologiquement rationnelle des pesticides

P.6

INDICE DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE 2025

Le Togo se classe 27^e africain (52,3 points sur 100)

P.3

EN PLUS...

ASSEMBLÉE NATIONALE

REDDITION DES COMPTES À LA NATION

Le vote des lois de règlement, comme pratique de bonne gouvernance

SOCIÉTÉ

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Des jugements supplétifs tenant lieu d'actes de naissance aux femmes du Togo

SÉCURITÉ MARITIME

DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Objectifs de l'exercice GANO 25 et du stage de l'Académie maritime SIREN 25

AGRICULTURE

RECHERCHE DE FINANCEMENT

12.310 producteurs soutenus par l'ICAT en 2024

SANTÉ

CHIRURGIE ESTHÉTIQUE CLANDESTINE AU TOGO

Quand le rêve de beauté se transforme en cauchemar

L'indice de liberté économique 2025, qui a considéré les politiques et les conditions économiques du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024, révèle une économie mondiale qui, prise dans son ensemble, reste "pour la plupart non libérée". Le score de liberté économique moyen mondial a augmenté de 1,1 point pour atteindre 59,7 par rapport aux 58,6 de l'indice 2024. Il existe toujours une relation claire entre l'amélioration de la liberté économique et l'amélioration du dynamisme économique et le bien-être général. Dans la foulée, notre pays le Togo, sur les 12 aspects de la liberté économique, a augmenté de 1,4 point de pourcentage son score annuel...



Siège de l'Office Togolais des Recettes (OTR)

En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play



FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



SPECTACLE VIRTUEL

Togo Immersive : La muraille d'Agbogbo et les grottes Nok à la bibliothèque Akplanou ce 12 mars

L'Institut français du Togo organise Togo Immersive à la bibliothèque Akplanou le mercredi 12 mars 2025. Dans cette programmation, les adhérents de la bibliothèque Akplanou vont à la découverte du patrimoine togolais par la réalité virtuelle. Leur choix se porte sur la muraille d'Agbogbo et les grottes de Nok. Que sont ces deux vestiges ?

La Muraille d'Agbogbo, construite sous le règne du Roi Agokoli 1er avec une envergure de 14,5km; 2m d'épaisseur par endroit et une hauteur de 10m, est entièrement faite à la main et à base d'argile. Elle se trouve à Notsè et a pour rôle est de protéger le peuple Ewé contre les envahisseurs et les bêtes féroces. Elle délimitait les champs de cultures et les habitations de la cité Ewé.

Les grottes de Nôk nichent derrière des hautes falaises de 437mètres à 33km de Dapaong.



Ces sites refuges des populations locales lors des razzias des guerriers dagombas et anofoum

compte exactement 134 greniers vieux de plusieurs siècles. Ils sont construits dans un style tra-

ditionnel avec des matériaux locaux tels que l'argile, la pierre et la paille.

NÉCROLOGIE

Jean Sarrus, comédien, réalisateur et musicien français, s'en est allé à 79 ans

Jean Sarrus est un comédien, réalisateur et musicien français, né le 11 mai 1945 à Puteaux et mort le 19 février 2025 à Blesle (Haute-Loire), membre du groupe musical et humoristique Les Charlots, très populaire en France et à l'étranger (notamment en URSS et en Inde) dans les années 1970. Il est connu pour ses rôles dans les films comiques La Grande Java (1970), Les Bidasses en folie (1971), Le Grand Bazar (1973) ou Bons Baisers de Hong Kong (1975).

Après avoir été l'un des bassistes de Ronnie Bird et Dick Rivers, Jean Sarrus entre dans le groupe des Problèmes où il joue de la guitare basse. Le groupe devenu Les Charlots connaît le succès dans les années 70 et joue dans plusieurs films comiques. En 1992, il réalise le film Le retour des charlots, mais

Gérard Rinaldi refuse de participer au projet. L'échec cuisant du film l'endette pour de longues années. En 1993, il accepte l'aide de l'association La roue tourne, de Janalla Jarnach, qui vient en aide aux acteurs dans le besoin ou la nécessité. Très impliquée dans l'association, l'actrice Josiane Balasko lui demande de faire de la figuration dans son film, Un grand cri d'amour, en 1997. Il a sorti une biographie du groupe, avec la participation de Gérard Rinaldi. En 1996, il joue le rôle d'un barman dans la série Élixa, un roman photo. En 2009, Jean Sarrus et son compère Gérard Rinaldi rejoignent la tournée Âge tendre et têtes de bois.

La mort de Gérard Rinaldi en 2012 est pour lui une double peine : il perd l'un de ses meilleurs amis, avec qui il s'était réconcilié depuis 2006, et cette mort annonce la fin



définitive des Charlots, dont Rinaldi était l'âme et le moteur, d'autant que, depuis 2009, il était question de reconstituer le groupe tel qu'il était à l'époque, pour faire une suite au film Le grand bazar. Avec le décès de Gérard Rinaldi, le projet ne verra jamais le jour.

En 2013, il a fait partie des "sociétaires" des Grosses têtes. En février 2013, il participe au premier Festival des Charlots à Trazegnies en Belgique, en compagnie de Jean-Guy Fechner et de Richard Bonnot. En avril 2014, à l'occasion du second festival, il remonte sur scène avec les mêmes complices.

En 2016, les Charlots sont officiellement reformés pour fêter le cinquantième anniversaire du

groupe. Des concerts sont prévus en 2017 et 2018, ainsi qu'un nouvel album. Depuis la mort de Gérard Rinaldi, Jean Sarrus anime quelques galas en mémoire du groupe en racontant leurs histoires, et chantant les anciennes chansons. Il sort en fin 2012, son nouveau livre Définitivement charlots. En 2017, s'inspirant du trio Les Vieilles Canailles, il crée, avec ses amis Alain Turban et Gilles Dreu, le trio musical Les Vieilles Fripouilles, qui sillonne la France avec un spectacle musical et humoristique.

Jean Sarrus est mort dans la matinée du mercredi 19 février 2025, à l'âge de 79 ans, des suites d'une longue maladie, à son domicile de Blesle (France, en Haute-Loire).

AZIMUTS INFOS

Les climatologues s'interrogent sur la succession de records de températures du globe

Que la planète se réchauffe depuis des décennies à cause des gaz à effet de serre émis par l'humanité, c'est entendu. Mais que les températures mondiales aient battu tous les records, et de loin, en 2023 puis encore en 2024, voilà qui donne du fil à retordre aux climatologues.

La communauté scientifique l'a démontré : notre combustion des énergies fossiles et la destruction des espaces naturels sont responsables du réchauffement de long terme du climat, dont la variabilité naturelle influence aussi les températures d'une année sur l'autre.

Néanmoins, les causes d'une surchauffe aussi forte que celle des années 2023-2024 font l'objet d'un grand débat parmi les climatologues, certains émettant l'idée que le climat se réchauffe différemment ou plus vite qu'attendu.

Plusieurs hypothèses alimentent la recherche : moins de nuages, et donc moins de réflexion des rayons solaires, un recul de la pollution de l'air, elle aussi réfléchissante du soleil, et des puits de carbone naturels, océans et forêts en tête, qui absorbent moins de CO2.

Les études se multiplient, mais il faudra encore un an ou deux pour établir l'influence précise de chaque facteur.

"J'aimerais savoir pourquoi" 2023 et 2024 ont enchaîné les records "mais je ne le sais pas", a reconnu en novembre Gavin Schmidt, directeur de l'Institut Goddard d'études spatiales de la NASA. "Nous sommes encore en train d'évaluer et de déterminer si nous assistons à un changement dans le fonctionnement du système climatique".

Terrain inconnu

Pour le climatologue Richard Allan, de l'université britannique de Reading, "la chaleur mondiale record de ces deux dernières années a probablement planifié en terrain inconnu", a-t-il déclaré à l'AFP.

Ce qui s'est produit "est exceptionnel, à la limite de ce nous pouvions attendre sur la base des modèles climatiques existants", a abondé Sonia Seneviratne de l'ETH Zurich en Suisse.

"Néanmoins, la tendance générale au réchauffement à long terme n'est pas inattendue, compte tenu de la quantité d'énergies fossiles brûlées", explique la climatologue à l'AFP. L'humanité n'a pas encore entamé le déclin des émissions, même si le pic se rapproche.

La variabilité naturelle du climat pourrait expliquer en partie l'observation. 2023 a en effet été précédé par le rare enchaînement de trois années successives de l'épisode naturel La Niña, qui a masqué une partie du réchauffement en intensifiant l'absorption de l'excès de chaleur par les océans.

Lorsqu'El Niño, le phénomène opposé, a pris le relais en 2023, avec une intensité très forte, cette énergie a été restituée, poussant le thermomètre mondial à des niveaux inconnus depuis 100.000 ans selon les paléoclimatologues.

Sauf que le pic d'El Niño, en janvier 2023, est passé depuis longtemps et que la chaleur perdure.

"Le refroidissement est très lent", reconnaît le climatologue Robert Vautard. "On reste dans les marges relativement attendues" des projections, mais si "les températures ne redescendent pas plus franchement en 2025, il faudra se poser des questions", avertit ce haut-responsable du Giec.

Déclin des nuages

Parmi les pistes d'explications se trouve l'obligation en 2020 de passer à des carburants plus propres pour le transport maritime. Cette mesure a réduit les émissions de soufre, qui augmentaient la réflexion de la lumière du soleil par la mer et les nuages et participaient à refroidir le climat.

En décembre, une étude évaluée par des pairs a ainsi postulé que le déclin des nuages de basse altitude a permis à davantage de chaleur d'atteindre la surface du globe.

Les cycles solaires ou l'activité volcanique ont aussi pu jouer un rôle. Toutes ces hypothèses ont alimenté les débats en décembre lors d'une conférence organisée par Gavin Schmidt à l'American Geophysical Union.

Certains craignent toutefois que les scientifiques passent à côté d'autres facteurs ou tardent à détecter un emballement du réchauffement climatique.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication

Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction

Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.

Hervé AGBODAN

Maurille AFERI

Pater LATE

Kossiwa TCHAMDJA

Koffi SOUZA

Alan LAWSON

Abel DJOBO

Service photographie

Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature

LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

CLUB LITTÉRAIRE

Sagesse du monde :

« Deux hommes se rencontrent bien, mais jamais deux montagnes pointes »

A l'origine de ce proverbe ultra populaire, une rencontre surprise entre deux amis de longues dates séparés par des circonstances de la vie. La joie de se retrouver, le bonheur de se reparler et la sensation forte de se toucher les envoient à cet adage : " Le monde est petit, mais il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent. "

Sous d'autres légendes, il est expliqué que ce sont des rencontres conjoncturelles ou carrément lors de conflits où, face à face, les adversaires se lancent : " Deux rochers ne se rencontrent pas, mais bien deux hommes "

INDICE DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE 2025

Le Togo se classe 27^e africain (52,3 points sur 100)

L'indice de liberté économique 2025, qui a considéré les politiques et les conditions économiques du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, révèle une économie mondiale qui, prise dans son ensemble, reste «pour la plupart non libérée». Le score de liberté économique moyen mondial a augmenté de 1,1 point pour atteindre 59,7 par rapport aux 58,6 de l'indice 2024. Il existe toujours une relation claire entre l'amélioration de la liberté économique et l'amélioration du dynamisme économique et le bien-être général. Dans la foulée, notre pays le Togo, sur les 12 aspects de la liberté économique, a augmenté de 1,4 point de pourcentage son score annuel.

Late Pater

Quel que soit leur niveau de développement existant, les pays peuvent stimuler de manière mesurable leur croissance économique et leur liberté économique en adoptant des politiques qui réduisent les impôts, rationalisent l'environnement réglementaire, ouvrent l'économie à une concurrence accrue et luttent contre la corruption. Alors, le niveau de vie, mesuré par le revenu par habitant, est beaucoup plus élevé dans les

pays économiquement plus libres. Les pays classés «gratuit», «la plupart du temps libre» ou «modérément libres» dans l'indice 2025 génèrent des revenus qui représentent plus du double des niveaux moyens dans d'autres pays et plus de trois fois supérieurs aux revenus des personnes vivant dans des pays économiquement «réprimés».

Publié ce 4 mars 2025 par The Heritage Foundation, l'indice 2025 a noté 176 pays. Seuls 3 pays (Singapour, Suisse et Irlande),

contre 4 il y a un an, ont obtenu une désignation de «gratuit» économiquement en enregistrant des scores de 80 ou plus ; 26 ont obtenu une désignation «la plupart gratuite» en enregistrant des scores de 70 à 79,9 ; et 58 autres ont été considérés comme au moins «modérément libres» avec des scores de 60 à 69,9 ; 87 pays, soit un peu moins de la moitié des 176 pays classés, ont des environnements institutionnels dans lesquels les particuliers et les entreprises privées bénéficient d'un degré au

moins modéré de liberté économique dans la recherche d'un développement économique et d'une plus grande prospérité ; environ 50% des pays classés (89 économies) ont enregistré des scores de liberté économique inférieurs à 60 – dont 60 pays considérés comme «pour la plupart non libres» (scores de 50,0 à 59,9) et 29 pays appartenant à la catégorie économique «réprimée».

L'indice de liberté économique mesure 12 aspects de la liberté économique regroupés en quatre grands piliers : état de droit (droits de propriété, efficacité judiciaire et intégrité de l'État) ; taille des pouvoirs publics (tolérance fiscale, dépenses publiques et santé fiscale) ; efficacité réglementaire (liberté des entreprises, liberté du travail et liberté monétaire) ; et ouverture du marché (liberté commerciale, liberté d'investissement et liberté financière). Singapour domine le classement mondial 2025 avec un score de 84,1 points sur 100. Les économies africaines ne sont pas, dans l'ensemble, libres. On les sait affectées par la corrup-

tion, une pression fiscale élevée, un marché faiblement ouvert... Maurice, 15^e mondial avec 75 points, est le premier pays africain en liberté économique ; son score a augmenté de 3,5 points de pourcentage par rapport à l'édition 2024. Il est classé globalement libre. Sur le continent africain, il est suivi par le Botswana (31^e mondial, 69,9 points), le Cap Vert (40^e mondial, 68,7 points), les Seychelles (52^e mondial, 66,4 points), Sao Tomé-et-Principe (85^e mondial, 60,4 points), le Maroc (86^e mondial, 60,3 points), la Tanzanie (92^e mondial, 59,3 points), la Namibie (94^e mondial, 58,7 points), le Bénin (96^e mondial, 58,5 points), la Côte d'Ivoire (101^e mondial et 10^e africain, 57,8 points). Le Togo est au 132^e rang mondial et 27^e africain (score de 52,3 points). Son score annuel a augmenté de 1,4 point de pourcentage. Dans les détails, il obtient 37 en droits de propriété, 37,1 en efficacité judiciaire, 31,6 en intégrité de l'État, 70,5 en tolérance fiscale, 81,6 en dépenses publiques, 21,7 en santé fiscale, 59,9 en liberté des entreprises, 51,9 en liberté du travail, 69,8 en liberté monétaire, 66,8 en liberté commerciale, 60 en liberté d'investissement et 40 en liberté financière. Ce qui le place, en gros, dans la

catégorie des pays «pour la plupart non libres». Tout comme 30 autres pays africains. Et parmi ses voisins ouest africains, le Sénégal est 108^e mondial (56,4 points), le Ghana 112^e mondial (56 points), la Guinée 123^e mondial (54,6 points), le Nigeria 127^e mondial (53,4 points), le Mali 129^e mondial (51,5 points), le Niger 137^e mondial (51 points), le Burkina Faso 141^e mondial (51 points), le Libéria 154^e mondial (48,5 points), la Sierra Leone 157^e mondial (48 points), la Guinée-Bissau 167^e mondial (43,6 points).

«La liberté économique est un aspect essentiel de la dignité humaine, de l'autonomie et de l'autonomisation personnelle. La liberté économique est aussi bien plus qu'un environnement commercial dans lequel l'esprit d'entreprise et la prospérité peuvent prospérer. Avec ses effets profonds sur divers aspects du développement humain, il autonomise les populations, libère de puissantes forces de choix et d'opportunités, nourrit d'autres libertés et améliore la qualité de vie globale. Une plus grande liberté économique signifie vraiment une meilleure gouvernance économique», précise encore le rapport.

REDDITION DES COMPTES À LA NATION

Le vote des lois de règlement, comme pratique de bonne gouvernance

Les travaux de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale se poursuivent. Après la loi sur la prorogation de l'état d'urgence dans la région des Savanes, les députés se sont penchés sur les lois de règlement des budgets 2020 et 2021.

F. Woussou

La loi de règlement est un outil essentiel de reddition des comptes de la nation. Elle permet de constater les résultats définitifs de l'exécution budgétaire et d'assurer un contrôle rigoureux a posteriori. Une telle pratique de bonne gouvernance budgétaire a permis aux députés de contrôler l'exécution du budget de l'Etat, conformément à la loi organique n° 2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances. A l'Assemblée nationale, on soutient que cette démarche s'inscrit dans la volonté de garantir une gestion efficace et responsable des finances publiques au service du développement du Togo.

Les projets de loi de règlement, exercice 2020 et 2021 ont, entre autres, pour objectif de présenter et d'analyser l'exécution du budget de l'État pour les exercices 2020 et 2021. Ils visent à démontrer comment les recettes fiscales et non fiscales ont été mobilisées avec une efficacité parfois supérieure aux prévisions, tout en contrôlant les dépenses dans un souci de stabilité budgétaire et de maîtrise de l'endettement. Ils traduisent une poursuite des efforts du gouvernement en faveur d'une gestion de plus en plus efficace du budget.

Pour le Président de l'Assemblée nationale, «l'exercice traduit la volonté commune du gouvernement et de la représentation nationale à œuvrer dans le sens de la démocratie et de la transparence financières en vue du développement et du bien-être des populations, une gestion rigoureuse mal-



gré les contingences, une amélioration notable de la qualité des documents budgétaires, un respect méticuleux des procédures d'exécution budgétaire, une meilleure mobilisation des ressources internes ainsi qu'une meilleure traçabilité des ressources publiques. «L'Assemblée nationale encourage le Gouvernement à poursuivre les efforts de transparence budgétaire, renforcer le suivi des recommandations, améliorer la qualité des prévisions budgétaires et consolider les acquis en matière de gestion des finances publiques», a déclaré Kodjo Adédzè.

Ce à quoi le commissaire du gouvernement chargé des relations avec les institutions a répondu que le vote des lois de règlement traduit l'attachement du gouvernement à la culture de la bonne gouvernance. Selon Pacôme Adjourouvi, le Togo maintiendra le cap en matière de bonne gouvernance et de transparence dans la gestion des finances publiques. Pour lui, la production de ces documents s'inscrit dans la poursuite des efforts soutenus du gouvernement pour l'assainissement des finances publiques. Les débats enrichissants et les recommandations permettront d'améliorer continuellement la gestion des finances publiques et de garantir

une meilleure allocation des ressources.

S'agissant de la loi de règlement, exercice 2020, le montant total des ressources réellement perçues est de 1 612,6 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 96,2% par rapport aux prévisions initiales fixées à 1 676,8 milliards de francs CFA. Le montant des charges exécutées au titre des programmes et dotations est chiffré à 1 509,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 1 676,8 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 90%. L'exécution de la loi de finances, gestion 2020 s'est donc soldée par un résultat positif d'un montant de 102,8 milliards de francs CFA.

En ce qui concerne la loi de règlement, exercice 2021, le montant total des ressources réellement perçues est de 1 641,2 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 96,4% par rapport aux prévisions initiales fixées à 1 702,9 milliards de francs CFA. Le montant des charges exécutées est, au titre des programmes et dotations, d'une valeur de 1 613,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 1 702,9 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 94,8%. L'exécution de la loi de finances, exercice 2021 s'est soldée par un résultat positif d'un montant de 27,3 milliards de francs CFA.

SÉCURITÉ MARITIME DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Objectifs de l'exercice GANO 25 et du stage de l'Académie maritime SIREN 25

Late Pater

C'est par un communiqué qu'il est révélé que, du 3 au 5 mars 2025, les représentants de l'Architecture de Yaoundé se sont rendus à Brest dans le cadre des travaux de lancement de l'exercice majeur de sécurité maritime Grand African NEMO (GANO) 2025 et du Stage d'Instruction Régional Embarqué et Numérique (SIREN) 2025, qui doivent se dérouler au deuxième semestre 2025 dans le Golfe de Guinée. Ils ont ainsi analysé le retour d'expérience des éditions précédentes et préparé les objectifs pour l'année 2025.

A la fin, il y a eu la restitution des séquences de travail et la présentation des objectifs de GANO 25 et SIREN 25, par visioconférence devant les chefs d'état-major des marines, les commandants des garde-côtes et les autorités des organisations de l'Action en l'Etat en Mer des pays riverains du Golfe de Guinée. L'exercice annuel Grand African NEMO 25 visera à poursuivre le développement de la coopération régionale dans le domaine de la sécurité maritime avec, en particulier, la volonté de l'ouvrir à de nouveaux partenaires de l'Architecture de Yaoundé. La 4^{ème} édition de l'académie maritime embarquée SIREN permettra, elle, d'inscrire cette forma-



tion partenariale et régionale dans la durée et d'accroître encore ses ambitions tant en termes de stagiaires que dans les contenus.

Grand African NEMO est un exercice de coopération opérationnelle à vocation internationale visant à contribuer à développer et renforcer la sécurité des espaces maritimes dans le Golfe de Guinée. Co-organisé par l'Architecture de Yaoundé et la Marine nationale française, cet exercice régional annuel majeur rassemble les marines des nations riveraines et les marines alliées du Golfe de Guinée. Du 4 au 11 novembre 2024, l'exercice avait rassemblé 26 nations partenaires. Cumulant près de 70 scénarios complexes, il s'était déroulé sur une vaste zone allant du Sénégal à l'Angola, impliquant 55 unités à la mer, 11 aéronefs et de nombreux centres d'expertise ou de commandement à terre, soit plus de 4 000 personnes des différentes administrations

œuvrant pour la sécurité maritime dans la zone. SIREN est un stage embarqué d'approfondissement des connaissances et des savoir-faire liés à l'Action de l'Etat en Mer s'adressant à des officiers expérimentés des marines du Golfe de Guinée et co-organisé par l'Architecture de Yaoundé et la Marine nationale française. Cette académie embarquée repose sur 4 piliers : formation théorique, mise en pratique sous forme d'exercices scénarisés, rédaction de rapports au profit de l'Architecture de Yaoundé, ouverture vers l'ensemble des acteurs de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée. En 2024, sa 3^{ème} édition avait rassemblé 32 stagiaires de 17 nations partenaires.

Une nouvelle fois, GANO 25 et SIREN 25 bénéficieront de l'appui de nombreux partenaires tels que l'Union européenne au travers de ses différents programmes (SEACOP

(suite à la page 6)

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Des jugements supplétifs tenant lieu d'actes de naissance aux femmes du Togo

Au Togo, selon le rapport d'évaluation du projet WURI publié par le ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale, sur une population de plus de huit millions d'habitants, seuls 460 644 femmes et 866 193 hommes soit au total 1 326 837 togolaises et togolais possèdent de cartes nationales d'identité (CNI). Quant au passeport, seuls 189 075 personnes de sexe féminin et 307 351 personnes de sexe masculin, soit au total 496 426 détiennent un passeport togolais en 2022.

Pour atténuer la tendance, du moins du côté des femmes, le gouvernement a initié une campagne de délivrance gratuite de 1000 jugements supplétifs aux femmes sur le territoire national (200 par région) bénéficieront gratuitement de jugements supplétifs.

F. Woussou

Le projet permettra aux femmes bénéficiaires de disposer des actes de naissance, la toute première pièce d'identification qu'elle devrait posséder. L'absence de ce document d'identification se révèle être une source de blocage pour de nombreuses femmes, dans la conduite de leurs activités quotidiennes, en particulier, l'accès au crédit, les commerces transfrontaliers, la création et la formalisation de leurs entreprises et l'accès au marché de l'emploi.

Au Togo, le droit à l'identité est garanti par les textes. Mais, selon Abidé Kpessi, directrice du Genre et des Droits des femmes, dans la pratique, de nombreuses femmes peinent à obtenir ces documents essentiels, ce qui limite leur accès aux services de base et à leurs droits fondamentaux. « Avec ces jugements elles pourront se faire délivrer la nationalité ainsi que la carte nationale d'identité, des mesures pour faciliter les activités géné-

ratrices de revenus à la femme togolaise et promouvoir leurs droits », a déclaré Ali Fati, epe Nyaku la directrice préfectorale de l'Action sociale. Elle a ajouté que l'absence de cette pièce constitue un handicap, un obstacle aux femmes d'exercer pleinement leurs droits à la citoyenneté et de contribuer au développement.

Au ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme, on indique que cette action entre dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme (JIF) dont le thème national est en lien avec l'accès des femmes aux documents d'identité pour une meilleure participation au développement quand le thème international est « Pour toutes les femmes et les filles : droit, égalité et autonomisation ».

On soutient que le thème trouve sa pertinence dans la dynamique de la tenue de la soixante-neuvième (69^{ème}) session de la commission de la condition de la femme dont les tra-

voux sont consacrés à l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en lien également avec la pleine réalisation du Programme de développement durable, à l'horizon 2030.

À Lomé, l'ONG CAFE, spécialisée dans la promotion et la protection des femmes et des enfants va s'impliquer dans l'opération de délivrance des jugements supplétifs en mobilisant les femmes. Selon Sonia Mokpokpo Dosseh, la directrice exécutive de l'ONG, cette opération de délivrance des jugements supplétifs aux 200 femmes du Golfe 1 a commencé par les inscriptions durant ce mois de mars au siège annexe de Bè Kpota (Colas) et auprès du Comité de développement de quartier (CDQ) de Bè Nétimé. « Les 10 et 11 avril, ces actes seront établis avec l'accompagnement du tribunal de Lomé », a-t-elle indiqué.

Les tenants et aboutissants de cette campagne ont été l'objet d'une récente séance de sensibilisation dans le quartier de Bè. L'ONG CAFE en a



Kossiwa Zinsou-Klassou, ministre de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme

profité pour embrayer sur la journée internationale de la femme (JIF) dont le thème international est « Pour toutes les femmes et les filles : droit, égalité et autonomisation. « C'est l'oc-

casation pour nous de rappeler aux femmes leurs droits qui sont souvent bafoués. Il est important de revenir sur ces droits pour qu'ensemble, nous puis-

sions œuvrer main dans la main. Aujourd'hui, c'est l'homme et la femme qui sont des chefs de famille, ce qui veut dire que chacun doit pouvoir contribuer au bien-être du ménage. Une femme ne doit plus attendre le monsieur pour pouvoir payer du sel à la cuisine, du paracétamol à son enfant malade. Ce qui suppose que sur le plan économique, la femme doit être stable pour contribuer à l'épanouissement, au développement de toute la famille », a déclaré Sonia Mokpokpo Dosseh se référant au code des personnes et de la famille qui donne plus droit et de responsabilité aux femmes.

RECHERCHE DE FINANCEMENT

12.310 producteurs soutenus par l'ICAT en 2024

Au mois de Février dernier, l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) a fait l'analyse des résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des activités menées au profit des acteurs des chaînes de valeurs agricoles (CVA) en 2024. La présentation de la fiche numérique d'enregistrement des données sur l'état de réalisation des activités sur les ZAAP ; l'approche d'intervention des acteurs et le cahier de charge du Conseiller Technique de Gestion des Entreprises Agricoles (CTGEA) sur les sites aménagés (ZAAP, périmètres, bas-fonds aménagés) ont alimenté les débats au cours de cette rencontre. Les défis et les perspectives sur les ZAAP conformément aux nouvelles orientations stratégiques du ministère de tutelle ont été également abordés.

Late Pater

À l'ICAT, on indique que l'année 2024 a été marquée par les initiatives mises en œuvre pour structurer les producteurs agricoles et faciliter leur accès aux marchés ainsi qu'aux facteurs de production. Ce travail de structuration a permis de mettre en relation ces producteurs avec des agrégateurs, dans le cadre de contrats permettant à ces derniers de réaliser un chiffre d'affaires total de 4,2 milliards F.CFA. En parallèle, l'ICAT a soutenu 12 310 producteurs dans leur recherche de financement, dont 4 770 femmes. Au total, 1 408 coopératives agricoles ont été créées, réunissant 29 784 producteurs. « Ce soutien a permis d'octroyer des crédits d'un montant total de plus d'1 milliard F.CFA, renforçant ainsi la capacité financière des producteurs », informe-t-on.

L'ICAT a également apporté un appui précieux à 19 574 producteurs pour la mise en place de prestations de labour mécanisé, pour une superficie totale de 37 424 hectares labourés. Dans le cadre du transfert de technologies agricoles, 693 champs écoles agriculteurs et 170 unités de démonstration ont été installés, impliquant 15 676 producteurs. De plus, 108 439 parcelles de production ont été suivies, permettant ainsi de diffuser des pratiques agricoles modernes et adaptées aux réalités locales.

Le dispositif opérationnel de l'ICAT a également suivi 229 zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP), couvrant une superficie totale de 26 502 hectares, impliquant 27 019 producteurs, dont 11 055 femmes. « Ces initiatives ont joué un rôle cru-



cial dans la dynamisation de l'agriculture locale et l'amélioration des conditions de travail des producteurs », renseigne-t-on.

A en croire les premiers responsables, l'un des principaux enjeux de la campagne agricole de 2025 sera de mieux organiser le dispositif opérationnel de l'ICAT pour garantir l'efficacité des actions menées. Ils soulignent qu'une attention particulière sera portée à l'amélioration de l'accompagnement des producteurs, à la diversification des financements disponibles et à la mise en place de solutions novatrices pour répondre aux défis de l'agriculture face au climat.

Il faut souligner que le gouvernement a initié des réformes qui bonifient les pratiques agricoles en les rendant plus productives et résilientes face aux défis climatiques et économiques. Mécanisation, plateformes numériques et innovations agronomiques permettent aux agriculteurs d'améliorer leurs rendements, de mieux gérer leurs cultures et d'accéder à de nouveaux marchés. Cette modernisation, soutenue par le gouvernement, positionne l'agriculture comme un moteur clé du dévelop-

pement économique.

L'adoption de technologies innovantes est une vision traduite dans la Feuille de route gouvernementale. Pour aider les producteurs et rehausser le niveau de leur travail, un projet dénommé Amélioration des rendements agricoles de 8 à 10 % à l'horizon 2025 est mené.

« Nous vivons à une époque où la souveraineté alimentaire est une préoccupation mondiale. Face aux perturbations climatiques, aux crises sanitaires et à la pression démographique, il est primordial d'adopter des solutions novatrices et inclusives qui répondent aux besoins des producteurs tout en garantissant la durabilité de nos ressources naturelles », faisait remarquer le gouvernement en Octobre dernier 2024.

Selon le pouvoir public, les technologies diffusées ont concerné plus de 225 000 producteurs et couvert près de 120 000 hectares. Elles ont permis une amélioration du taux de couverture en semences certifiées. Il est passé de 4,2 % à 12 % pour le maïs et de 6 % à 15 % pour le riz.

SEGMENT GBODJOMÉ – SANVEE CONDJI

Par le projet WACA, les maraichers formés au biochar

Dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet de renforcement de la résilience des communautés des pêcheurs, mareyeuses et maraichers du segment de côte Gbodjomé – Sanvee Condji face aux effets de l'érosion côtière, WACA Togo, a prévu une formation de 30 maraichers (16 de la commune Lacs 3 et 14 de la commune lacs 1) sur la fabrication et l'utilisation en intrants biologiques dénommé BIOCHAR. Le Laboratoire de Botanique et Écologie Végétale de l'Université de Lomé est chargé de la formation à cette technique innovante, facile à mettre en œuvre et accessible à tous. L'objectif est de limiter l'utilisation intensive des engrais et des pesticides qui polluent les sols, les nappes phréatiques. Elle affecte également la santé humaine.

F. Woussou

Du procédé de la fabrication du biochar, le formateur Badabate DIWEDIGA, spécialiste des techniques de conservation durable des terres et de bonnes pratiques agricoles de l'Université de Lomé, a fait savoir qu'il suffit d'avoir de la biomasse bien séchée, de disposer de la pyrolyse pour brûler la biomasse en 20 ou 30 minutes, veiller à ce que le brûlé ne se transforme pas en cendre et l'étendre rapidement pour obtenir le biochar à réduire en poudre après. « Cette poudre sera soigneusement mélangée au sol des parcelles. Il fait augmenter la qualité des sols avec augmentation des micros organismes et donc leur productivité. Il est également utilisé pour la dépollution des sols ou de sédiments et dans la lutte contre le changement climatique par la séquestration du carbone », a-t-il expliqué.

Il faut souligner que les principales actions prévues dans le sous-projet sont : la Construction de 16 latrines avec forages sur la plage dont 4 à Aného, 8 Agbodrafo et 4 Gbodjomé ; l'acquisition de 40 motopompes et accessoires ; l'acquisition et installation de 40 lots de kits d'irrigation, l'acquisition de 39 glacières ; l'installation de 13 fours chorkor ; l'acquisition



Une phase de la formation au biochar

des équipements de protection individuelle. Pour les pêcheurs, il est prévu l'acquisition de 58 moteurs hors-bord, 58 pirogues, 58 filets et 378 gilets de sauvetage.

Les bénéficiaires doivent recevoir aussi des formations spécifiques sur les bonnes pratiques de la conduite et de la gestion des activités pour toutes les catégories de bénéficiaires. On parle aussi d'un appui à l'organisation et à une meilleure structuration des groupements.

AWACA Togo, on informe que tout ce qui est prévu, outre la formation en biochar, on note déjà l'acquisition de certains équipements notamment : 63 Pulvérisateurs électriques à pression avec batterie rechargeable et 63 Vêtements de protection pour les maraichers réceptionnés le 28 octobre 2024 ; 150 tabliers, 150 couvre-

têtes, 150 gants et 150 cache-nez pour les mareyeuses réceptionnés le 28 novembre 2024 ; 39 glacières et 08 congélateurs réceptionnés le 14 décembre 2024.

Il reste donc le marché d'acquisition des pirogues et moteurs hors-bord dont le contrat se trouve dans les portefeuilles du MERF pour signature ; le marché d'acquisition des Kits d'irrigation pour les activités de maraîchage, envoyé pour visa le 26 Février 2025 ; le marché de construction des latrines : Le dossier d'appel d'offres est préparé et soumis à la signature du MERF ; le marché de construction des forages (le rapport de l'étude technique est en cours de finalisation après sa validation le 14 février 2025) et la Convention avec la FENUCCOOPETO. Le Dossier est soumis à la signature du MERF.

BASKETBALL / USA-TOGO

UConn rend hommage à Samson Johnson

Samson Johnson a disputé ce samedi face à Seton Hall, son dernier match à domicile de sa carrière universitaire avec les UConn Huskies.

Hervé A.

A l'issue de la rencontre, il a été honoré avec d'autres coéquipiers, à l'occasion de la journée des seniors au pavillon Gampel. Il met ainsi fin à la dernière étape d'un voyage mondial de basket-ball depuis son pays, le Togo jusqu'au cœur d'un programme, d'une équipe et d'une base de fans du Connecticut.

" Il est très agressif, un gars très agressif ", a déclaré Alex Karaban, un de ses coéquipiers. " Je l'ai appris lors de ma première année lorsque nous nous sommes affrontés. C'est un gars calme, mais il a cette alternance. Il y a Sammy en dehors du terrain et il y a Sammy sur le terrain et, du moins moi-même, j'aime les deux versions de Sammy. Il a été l'un de mes coéquipiers préférés. "

Sous les yeux de ses parents venus expressément de Lomé pour assister à ce moment émouvant de sa carrière, " Slamson " de son surnom a régalé pour son dernier match à domicile avec 14 points et 6 rebonds pour une victoire éclatante 81#50.

" Il y avait vraiment beaucoup d'émotions. C'était la première fois que ma mère me voyait jouer en live, alors je voulais juste y aller et faire une très bonne performance. Le simple fait qu'ils soient là m'a apporté beaucoup de joie ", a-t-il témoigné.

Très aimé de ses coéquipiers et de ses entraîneurs pour sa bonne humeur, Samson Johnson laissera certainement un grand vide de son passage chez les Huskies. " C'est l'un des meilleurs êtres humains que vous puissiez rencontrer ", a déclaré Dan Hurley, son entraîneur qui en est à sa

septième saison à UConn. " Humilité, éthique de travail, il est simplement au service de l'équipe et c'est un gars adorable. Il a travaillé comme un dingue, il a attendu son tour, il a poussé dur. C'est un être humain aussi bon que vous n'en rencontrerez jamais - dans le sport, comme en dehors du sport. C'est probablement le gars le plus aimé que nous ayons eu ici. "

Arrivé en 2021-2022, il a été amoindri par des blessures et n'a disputé que 13 matchs. Il a été à nouveau blessé en 2022-23 et a été écarté de la rotation même lorsqu'il était en bonne santé. Il a obtenu une moyenne de 5,4 points, 2,8 rebonds et 16 minutes. Ses dunks étaient si rapides et puissants.

Johnson a réussi 36 dunks cette saison après avoir terminé avec 77 dunks la saison dernière, cinquième



du pays. " Sam aura une vraie chance. Vous n'avez jamais à vous soucier de savoir s'il est prêt à jouer. Il vous donne absolument tout ce qu'il a à chaque possession. Vous ne pouvez pas sup-

poser que vous obtenez cela de la part des joueurs. Vous ne l'obtenez pas de la plupart de vos joueurs. Il y a de grands joueurs qui ne vous donnent pas cela à chaque possession ", a ajouté Dan Harley.

" Sam est un gars sympa avec qui il est agréable de passer du temps. Il aime beaucoup jouer. J'étais son colocataire pendant les deux dernières années avant de partager ma cham-

bre avec Alex. On peut voir à quel point il s'amuse, et sur le terrain, c'est juste un vrai guerrier, un gars que vous voulez avoir dans votre équipe. C'est un gars totalement différent sur le terrain qu'en dehors ", témoigne son coéquipier Hassan Diarra.

Samson Johnson ne devrait pas être sélectionné à la draft NBA, mais il a un avenir dans un environnement professionnel. Après la cérémonie de la journée des seniors samedi, il ne reste plus que le Big East Tournament, le tournoi NCAA et ce sera la fin pour lui.

" J'ai rencontré des gens incroyables ", a déclaré Johnson. " J'ai eu l'occasion de partager le terrain avec d'excellents coéquipiers et d'être poussé par le meilleur staff technique du pays. " ajoute-t-il.

" Cet endroit signifie beaucoup pour moi. La seule chose que j'essaie de faire, c'est de travailler aussi dur que possible. Je n'ai pas besoin de m'inquiéter de ce qui m'attend. Je vis simplement le moment présent et je sais qu'il y aura des opportunités, et je dois être prêt à en profiter ", a-t-il conclu. (source : lequipe228.com)

OLYMPISME /

Les Jeux et le mouvement olympique préservés, Thomas Bach est prêt à passer le relais

Une page se tournera le 23 juin prochain. Après douze ans à la tête du Comité international olympique, Thomas Bach passera officiellement le relais à son successeur, élu le 20 mars. L'ancien fleurettiste abandonnera en même temps son siège de membre de l'instance, qu'il occupe depuis 1991. " Les quatre premières semaines, je pense que je dormirai, confie-t-il non sans une pointe d'humour à l'agence AP. Ensuite, je ferai un pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle, tout seul, et j'espère que cela m'inspirera pour mon avenir. " Dans la dernière ligne droite de son mandat, le dirigeant allemand estime qu'il laissera le CIO sur de bons rails.

Des revenus assurés, une crédibilité restaurée

Dans un contexte économique difficile, le CIO, lui, ne connaît pas la crise. Ses revenus, qui reposent sur le programme TOP et sur les droits de diffusion, sont passés de 5,2 milliards de dollars sur le cycle 2013-2016 à 6,9 milliards pour 2017-2021 et à 7,7 milliards pour 2021-2024. Des contrats d'une valeur de 7,4 milliards de dollars sont déjà assurés pour l'olympiade 2025-2028, et 6,5 milliards pour 2029-2032. Face au retrait des géants japonais, le CIO a su rebondir en séduisant la Chine, à l'image du deal annoncé le mois dernier avec TCL. " La Chine devient un partenaire de plus en plus important dans le programme TOP, souligne Thomas Bach. Cela reflète le développement de l'économie mondiale. Nous voyons la Chine émerger et devenir de plus en plus importante dans l'économie mondiale, avec un accent particulier sur la technologie et la technologie verte. Cela se reflète dans notre nouveau partenariat

TOP avec TCL, notre partenariat à long terme avec Alibaba et le partenariat avec Mengniu. "

Le patron du CIO rappelle ainsi que les Jeux olympiques restent attractifs. Ce que Paris 2024 a confirmé, bien au-delà de toutes les espérances. " Ce que nous avons vu à Paris, c'est un énorme succès. Les chiffres de Comcast ont atteint des sommets ", note l'Allemand, insistant sur l'intégration de nouveaux modèles pour valoriser le produit olympique. Le groupe Comcast comprend NBC Sports, qui a vendu pour 1,43 milliard de dollars de publicité pendant les Jeux, et la plateforme de streaming Peacock, qui a enregistré presque 3 millions d'abonnés supplémentaires. " Les chiffres parlent d'eux-mêmes ", répète Bach, pour bien faire comprendre que le CIO a su s'adapter aux évolutions du monde médiatique et des modes de consommation du sport. Il se félicite également de voir que les allégations de corruption sur la désignation des villes hôtes des JOP se sont

dissipés avec la nouvelle procédure d'attribution. " L'atmosphère n'était tout simplement pas saine. Cela a mis en doute toute la crédibilité du CIO ", regrette Bach alors que des accusations ont tenu Londres 2012, Rio 2016 ou encore Tokyo 2020.

Une " campagne de désinformation " autour d'Imane Khelif

" En pleine forme et très heureux " selon ses mots, il savoure de vivre actuellement " la première période de (sa) présidence " où il n'y a " pas de problème existentiel concernant les Jeux olympiques ou le mouvement olympique sur (son) bureau ". Les turbulences perdurent malgré tout. Notamment en provenance de l'IBA, qui lui reproche directement la décision d'avoir autorisé les boxeuses Imane Khelif et Lin Yu-ting à participer aux Jeux de Paris 2024. Le président du CIO reste cependant droit dans ses bottes. " Ces deux boxeuses sont nées en tant que femmes, elles ont été élevées en tant que femmes, elles

ont concouru en tant que femmes et personne n'a jamais affirmé qu'elles étaient transgenres, explique-t-il à AP. Ce qui s'est passé, c'est une campagne de désinformation menée par la Russie qui a ensuite déformé la vérité, les faits, et nous nous retrouvons maintenant dans cette situation malheureuse où ces deux athlètes sont considérées comme transgenres. Mais elles ne le sont pas. " Le président des États-Unis Donald Trump a lui aussi attaqué les deux boxeuses et menacé d'interdire aux athlètes transgenres d'entrer sur le territoire américain pour les Jeux de Los Angeles 2028. Néanmoins, Thomas Bach veut croire que tous les athlètes qualifiés pourront concourir dans trois ans. Les Américains " voudront accueillir les athlètes du monde entier ", glisse-t-il. " Les Jeux sont plus que du sport, rappelle le dirigeant. Nos valeurs sont très claires et les Jeux olympiques reposent dessus. " À bon entendre.

BREVES

Patrice Motsepe en route pour un deuxième mandat

Les élections à la présidence de la Confédération Africaine de Football (CAF), prévues mercredi prochain au Caire, semblent déjà jouées d'avance. L'actuel président, le Sud-Africain Patrice Motsepe, est le seul candidat en lice pour un second mandat, ce qui lui assure pratiquement sa réélection.

En revanche, la compétition est bien plus intense pour les sièges de la CAF au sein du Conseil de la FIFA. Treize candidats sont en lice pour seulement six places, après l'abandon du système de répartition géographique basé sur les différentes zones linguistiques et régionales du continent.

Patrice Motsepe, âgé de 63 ans et homme d'affaires influent, avait pris la présidence de la CAF en mars 2021, succédant au Malgache Ahmad Ahmad. Son maintien à la tête de l'institution africaine semble assuré jusqu'en 2029, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale composée des 54 fédérations membres.

L'Assemblée générale extraordinaire de la CAF, la quatorzième du genre, se tiendra mercredi 12 mars dans la capitale égyptienne. Outre la réélection du président, elle sera également marquée par le vote pour les membres du comité exécutif ainsi que pour les représentants de la CAF au sein de la FIFA.

Par ailleurs, le renouvellement partiel des membres du comité exécutif de la CAF concernera principalement la région sud du continent, où quatre candidats s'affrontent pour deux sièges.

L'assemblée sera également l'occasion de discuter de plusieurs réformes importantes, notamment l'élargissement des compétitions africaines interclubs à partir de la saison 2026-2027, ainsi que la participation des sélections africaines à la prochaine Coupe arabe de la FIFA, prévue en décembre au Qatar, peu avant le coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 au Maroc.

Abdoulaye Sima, blessé, la liste s'allonge pour le Sénégal

L'attaquant sénégalais de Brest, Abdoulaye Sima, allonge la liste des joueurs sénégalais incertains pour les prochaines sorties de l'équipe nationale en mars, en éliminatoire de la Coupe du monde 2026, face au Soudan et au Togo.

Abdoulaye Sima est sorti sur civière, touché au muscle ce dimanche en Ligue 1. L'attaquant sénégalais a été victime d'une blessure musculaire en fin de première période. Auparavant, il avait, de la tête, ouvert le score (19e) face à son ancien club, Angers.

Avant Sima, plusieurs pensionnaires de l'équipe nationale se sont blessés ces dernières semaines et sont incertains pour les deux prochains matchs comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

Samedi, le défenseur sénégalais du Sparta Prague s'est blessé et risque de ne plus jouer jusqu'à la fin de la saison. Son entraîneur Jindřich Trpišovský confirme la fracture du péroné de l'international sénégalais.

Vendredi, le gardien des Lions Edouard Mendy n'a pas terminé son match en championnat d'Arabie Saoudite. Le portier d'Al Ahly a été victime d'une blessure aux adducteurs et a dû quitter son club contraint au nul par Al-Khaleej FC (2-2).

Les attaquants Nicolas Jackson, Iliman Ndiaye, le milieu Habib Diarra, le défenseur Ismail Jakobs et le gardien Sény Dieng sont déjà déclarés forfaités à cause de blessures pour les deux rencontres des qualifications du Mondial 2026.

Le sélectionneur national Pape Thiaw n'a pas encore publié la liste des joueurs sélectionnés pour affronter le Soudan et le Togo. L'équipe nationale de football affronte, le samedi 22 mars, à Benghazi (Libye), le Soudan en match comptant pour la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

Le Soudan est en tête du classement provisoire de la poule avec 10 points, suivi du Sénégal avec 8 points. En raison des conflits internes au Soudan, son équipe reçoit actuellement ses adversaires en Libye, un pays également frappé par des troubles.

Les Lions vont recevoir trois jours après cette rencontre, le 25 mars, les Togolais, au stade Maître Abdoulaye Wade à 19 heures, en match retour.

Football /

Des nouvelles de la blessure de Neymar

Neymar a parlé de son absence qui a fait polémique au Brésil, après l'élimination de Santos face aux Corinthians.

Premier couac pour Neymar depuis son retour à Santos. Alors qu'il disputait dans la nuit de dimanche à lundi sa demi-finale du championnat paulista face aux Corinthians, le club formateur de la star brésilienne n'a pas réussi à trouver la bonne formule afin de sortir victorieux de ce choc. Défait sur la plus petite des marges par un adversaire plus réaliste et entreprenant (1-2), le Peixe dit ainsi adieu à un premier trophée cette saison, et ce sans avoir pu donner à Neymar la possibilité de faire la différence sur la pelouse. Touché à l'arrière de la cuisse gauche au tour précédent face à Bragantino, l'international auriverde n'a en effet pu prendre part à la partie, y assistant de ce fait depuis le banc de touche.

Interrogé sur la blessure de son protégé au sortir de l'élimination face aux Corinthians, Pedro Caixinha, l'entraîneur de Santos, a tenu à s'expliquer. "Neymar a présenté une gêne et nous savions que c'était grave de ne pas avoir sa contribution dans le match. C'est juste une gêne musculaire, mais cela a fait en sorte qu'il

ne pouvait pas participer. C'était ma demande et il a accepté d'être avec le groupe. C'est un joueur différentiel, éclairé et doté d'une énergie fantastique. Neymar a beaucoup souffert de ne pas pouvoir participer au match...", a confié le coach portugais qui n'a ainsi pas souhaité prendre le moindre risque avec son joueur récemment sélectionné dans la liste des 23 du Brésil pour le prochain rassemblement international. Malgré ces justifications pour le moins claires et précises, l'absence de Neymar a fait naître quelques critiques au pays puisque certains médias lui reprochent de s'être récemment déplacé à Rio de Janeiro diminué dans le but d'assister au fameux carnaval.

Soucieux d'enterrer rapidement cette petite polémique et donner des nouvelles de son état physique, l'ancien joueur du Paris Saint-Germain est sorti du silence il y a quelques heures à travers un message publié sur ses réseaux sociaux. "Tout ce que je voulais, c'était être sur le terrain aujourd'hui et aider mes coéqui-



piers d'une manière ou d'une autre. Mais jeudi, j'ai ressenti une gêne et cela m'a empêché d'être sur le terrain aujourd'hui (dimanche), nous avons fait un test ce matin et j'ai fini par le ressentir à nouveau. Malheureusement, cela fait partie du football...", a ainsi clarifié le joueur de 33 ans sur Instagram avant de conclure

en se projetant sur la suite de la saison. "Cela n'a pas fonctionné aujourd'hui, mais nous reviendrons encore plus forts pour nous battre pour nos objectifs !". Une promesse que Neymar aimerait certainement respecter en étant acteur à part entière des prochaines rencontres de Santos et non un simple spectateur.

PARAQUAT ET GLYPHOSATE

Appel à l'utilisation écologiquement rationnelle des pesticides

Late Pater

En mai 2018, puis en décembre 2019, le ministère de l'agriculture a, successivement, interdit l'importation, la commercialisation et l'utilisation au Togo du paraquat et du glyphosate. Avec la précision que des actions étaient même entreprises en vue de la saisie et du retrait de l'ensemble des stocks résiduels éventuellement encore en circulation. En mars 2020, il a dû rappeler que le paraquat est bel et bien interdit sur le territoire et inviter les agriculteurs à signaler tout cas de vente de ces produits. Mais le paraquat et le glyphosate sont encore présents et utilisés comme dés-herbants dans l'agriculture et le maraichage au point d'en appeler aujourd'hui à l'utilisation écologiquement rationnelle de ces pesticides et de toutes les substances chimiques incriminées. C'est le ministère de l'environnement et des ressources forestières, précisément les membres de l'association des

femmes dudit ministère, qui a été à la manœuvre pour former et sensibiliser ces femmes à l'occasion de la journée de la femme, le 8 mars.

Au départ, il y a l'étude sur le commerce et l'utilisation des pesticides, menée par le même ministère avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Résultats alarmants, rappelle Yaou Mery, directrice de l'environnement et présidente de l'association. On insiste que le glyphosate et le paraquat sont utilisés en toute ignorance des conséquences comme l'intoxication alimentaire, la brûlure chimique, le cancer, la pollution des eaux, la dégradation des sols, la forte mortalité des animaux domestiques, etc. « On constate de jour en jour l'usage abusif des pesticides sur les cultures, surtout sur les produits maraîchers et, à terme, ces produits se retrouvent au marché, se retrouvent dans nos plats et ensuite dans nos ventres. Les résidus qui restent dans ces différentes cul-

tures, produits maraîchers, provoquent des problèmes de santé sur les consommateurs... l'épandage de ces produits dans la nature provoque également la dégradation de l'environnement », décrit Yaou Mery. D'où le choix de l'association des femmes du ministère de l'environnement de faire de ses membres, des relais impliqués dans la sensibilisation et la communication autour de la problématique des pesticides dans leurs communautés et sur leurs différents lieux de travail. Le ministère fait remarquer que beaucoup de femmes interviennent dans le domaine du maraichage en tant que productrices, commerçantes et consommatrices des produits. De ce fait, triplement sujettes aux effets dévastateurs des pesticides en termes de reprotoxicité et d'exposition aux foetus (stérilité, malformation congénitale, avortement spontané).

Même s'il se dit que toxicité aiguë du glyphosate est faible par voie orale, l'exposition par inhalation pro-

voque des atteintes pulmonaires parfois sévères, des atteintes hépatiques et rénales. Des pays limitent ou interdisent son utilisation, comme le Togo. Il est classé comme « cancérogène probable » par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé. Aux Pays-Bas et en Belgique, l'utilisation du glyphosate est interdite pour les particuliers. Au Portugal, son usage est interdit dans les espaces publics. En République tchèque, il est limité depuis 2019. Le Luxembourg, qui avait interdit la commercialisation du produit fin 2020, a été contraint de lever l'interdiction en 2023 sur décision



Des pesticides en vente libre

de justice. Situation comparable en Autriche : un vote du parlement pour bannir le glyphosate a été annulé fin 2019 en raison d'un vice de procédure. En 2023, la France décide de

s'abstenir lors du vote de la proposition de la Commission européenne sur le renouvellement de l'autorisation du glyphosate pour 10 ans dans l'Union européenne.

JEÛNE DU RAMADAN

Comment les musulmans font face à la cherté des biens de première nécessité

Etonam Sossou

Alors que le mois sacré du Ramadan débute au Togo, de nombreux musulmans se retrouvent confrontés à un double défi : observer le jeûne tout en subissant la hausse des prix des produits de première nécessité. La conjoncture économique actuelle, marquée par une inflation persistante et la cherté de nombreux biens, rend particulièrement difficile la préparation des repas de l'iftar et du suhoor, essentiels à la pratique du jeûne.

Des défis quotidiens pour préparer l'iftar

Pour Fatoumata, mère de famille et fidèle musulmane résidant à Lomé, l'iftar est devenu une source de stress supplémentaire. « Avant, préparer l'iftar était un moment de partage et de joie, mais aujourd'hui, avec la hausse des prix du riz, du poisson et des légumes, il est difficile de mettre sur la table des repas équilibrés pour toute la famille. Nous devons faire des choix difficiles pour subvenir aux besoins de chacun. » Fatoumata ajoute que, malgré ces difficultés, la solidarité au sein de la communauté l'aide à traverser cette période critique. Les voisins et les membres de la mosquée se réunissent souvent pour partager des conseils d'économie et organiser des collectes alimentaires locales.

Les commerçants ressentent aussi la pression

Dans les quartiers commerçants,



Ali, vendeur dans un petit magasin de produits alimentaires à Lomé, témoigne de l'impact économique du Ramadan en période de cherté. « La demande augmente pendant le Ramadan, surtout pour les produits essentiels comme l'huile, le sucre et le riz. Mais l'approvisionnement est devenu plus coûteux, et cela se répercute sur nos prix. Les clients se plaignent, mais ils n'ont pas vraiment d'autre choix que d'acheter, car le jeûne ne s'arrête pas. » Ali souligne que, malgré tout, il essaie de trouver des alternatives et d'approvisionner son magasin avec des produits locaux moins onéreux, tout en espérant que les prix se stabilisent rapidement.

Les responsables des mosquées et des associations locales lancent des appels pour que le gouvernement intervienne afin de soutenir les familles durant ce mois sacré. Cheikh Ibrahim, imam d'une grande mosquée de Lomé, explique : « Le Ramadan est un moment de partage et de solidarité. Il est essentiel que l'État prenne des mesures pour al-

léger la charge financière pesant sur les familles, notamment par des subventions ciblées ou des contrôles sur les prix des denrées de première nécessité. » Il ajoute que la communauté musulmane organise également des collectes de vivres et des distributions de paniers alimentaires pour aider les plus démunis, dans l'esprit du partage prôné par l'Islam.

Alors que le Togo traverse une période économique difficile, le Ramadan reste une source de renouveau spirituel et d'espoir pour les musulmans. Les témoignages de Fatoumata, Ali et Cheikh Ibrahim illustrent la résilience et la solidarité de la communauté face aux défis actuels. En espérant que les autorités prennent rapidement des mesures pour atténuer la cherté des biens de première nécessité, ces voix appellent à une mobilisation collective pour que, malgré les difficultés, le mois sacré du Ramadan reste un moment de fraternité et de partage pour tous les Togolais.

9^e CONGRÈS PANAFRICAIN

Besoin de solidarité entre l'Afrique, sa diaspora et les Afro-descendants

La nécessité d'un 9^e Congrès Panafricain à Lomé, Togo, s'est imposée à l'Afrique pour plusieurs raisons. Parmi elles, le besoin de mettre fin au paradoxe entre la volonté clairement exprimée, au niveau institutionnel et national, par l'Union africaine d'impliquer davantage les diasporas dans le développement du continent, et le sentiment d'abandon ressenti par plusieurs Afro-descendants. Certains Afro-descendants nourrissent du ressentiment envers l'Afrique en raison du manque d'engagement du continent à leur égard. Se revendiquant Africains, ils s'attendent souvent à ce que l'Afrique s'intéresse à leur sort, où qu'ils se trouvent dans le monde. L'attitude discrète de l'Afrique sur des sujets tels que la mémoire de l'esclavage, le racisme anti-Afro-descendant, les discriminations et les réparations choque une partie des descendants africains. Il était donc essentiel de surmonter cet état de relations froides entre l'Afrique et ces Afro-descendants, tout en créant un cadre de réflexion commune sur les demandes de retour en Afrique formulées par d'autres Afro-descendants.

Le Congrès Panafricain, en tant que forum périodique de rassemblement et de retrouvailles pour le monde africain, constituait le cadre idéal, d'où la décision d'organiser un 9^e Congrès Panafricain. L'un des principaux objectifs de ce 9^e Congrès, qui se tiendra à Lomé, est de réaffirmer la solidarité entre l'Afrique et sa diaspora. Notre organisation continentale définit cette diaspora comme étant « les populations d'origine africaine vivant en dehors du continent, quelle que soit leur citoyenneté ou nationalité, et qui sont disposées à contribuer au développement du continent et à la construction de l'Union africaine ». L'intérêt de cette définition adoptée par l'Union africaine réside dans le fait qu'elle permet d'inclure aussi bien les ressortissants des pays africains vivant en dehors du continent que les Afro-descendants, où qu'ils se trouvent dans le monde.

Pendant longtemps, la diaspora africaine, dans sa double dimension, a été négligée et marginalisée dans les questions de développement du continent. Cependant, une prise de conscience progressive a émergé quant au rôle positif que peuvent jouer les diasporas africaines et les Afro-descendants dans une Afrique en quête de renaissance. Aujourd'hui, il n'existe pratiquement aucun pays africain qui ne manifeste un intérêt avéré pour ses

diasporas. Au Togo, par exemple, une politique spécifique leur est dédiée. L'Union africaine a reconnu la diaspora africaine comme la sixième région du continent. Les États africains ont, sans aucun doute, compris l'importance de revitaliser leurs relations avec les diasporas et les peuples d'ascendance africaine. C'est dans cette optique que l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'UA a proclamé, lors de sa 34^e session ordinaire tenue les 6 et 7 février 2021 à Addis-Abeba, en Éthiopie, la décennie 2021-2031 comme étant la « Décennie des Racines Africaines et de la Diaspora Africaine ». Il est donc urgent de revitaliser les relations entre les communautés africaines. Le 9^e Congrès Panafricain a pour vocation de répondre à ce besoin et de renforcer les liens entre le continent africain et les Africains de la diaspora, au sens large du terme.

Cette question de la redynamisation des relations avec la diaspora et les Afro-descendants a été au cœur de la conférence régionale tenue au Brésil du 29 au 31 août 2024, faisant suite aux pré-conférences régionales de Pretoria (Afrique du Sud), Bamako (Mali), Rabat (Maroc), Brazzaville (Congo) et Dar-es-Salaam (Tanzanie). Le panafricanisme étant né au sein des cercles afro-descendants américains, il est inconcevable de poursuivre le mouvement au XXI^e siècle sans leur participation active. Fondamentalement, le moteur du panafricanisme réside dans la solidarité entre les différentes composantes de la famille africaine à travers le monde. Dans le cadre du panafricanisme, « l'Afrique, les Africains et les descendants d'Africains à l'étranger » sont considérés « comme un tout unifié visant à régénérer et à unifier l'Afrique, ainsi qu'à favoriser un esprit de solidarité entre les populations du monde africain ». Autrement dit, la dispersion des populations d'ascendance africaine à travers le monde, conséquence de la traite transatlantique des esclaves, a imposé à la communauté africaine un devoir d'unité globale. Ce devoir, dont les racines remontent à la fin du XIX^e siècle, s'est concrétisé par la tenue de la première Conférence Panafricaine en 1900 à Londres, sous l'initiative de l'Afro-Trinidadien Henry Sylvester-Williams, ainsi que par l'organisation de plusieurs congrès successifs. Les relations entre l'Afrique et les Afro-descendants se sont refroidies en raison de la distance et du manque de travail de mémoire commun. Le Congrès de

Lomé offrira une occasion précieuse aux Africains et aux descendants d'Africains de collaborer à la reconstruction de ces liens. Cet effort de réconciliation facilitera également la démarche des Afro-descendants intéressés par le mouvement « Retour en Afrique », leur permettant ainsi de redécouvrir les pays et les familles d'origine de leurs ancêtres. Le chemin du retour pour les Afro-descendants est complexe et nécessite un travail de reconstitution et de reconstruction. L'une des résolutions majeures du Congrès Panafricain de Lomé sera la mise en place, à l'échelle continentale, de mesures visant à faciliter le retour en Afrique pour ceux qui le souhaitent, dans le cadre de la promotion de la citoyenneté africaine.

Le 9^e Congrès Panafricain ne sera pas seulement un moment de solidarité intra-africaine ancré dans une perspective historique. Il représentera aussi une opportunité d'envisager l'avenir ensemble, dans un cadre panafricaniste renouvelé. Cet avenir doit être construit collectivement, avec pour ambition de positionner l'Afrique comme un acteur clé sur la scène mondiale au XXI^e siècle. C'est en réaffirmant leur unité et leur solidarité que l'Afrique et sa diaspora seront en mesure de relever les défis de demain. En tant que rencontre de fraternité et de solidarité, le 9^e Congrès Panafricain mobilisera plusieurs catégories d'acteurs du monde africain, notamment des représentants des États africains, de la Commission de l'Union africaine, des communautés économiques régionales, des États d'Amérique latine et des Caraïbes, des organisations de la diaspora africaine, des organisations d'Afro-descendants, ainsi que des groupes cibles issus d'Afrique, de la diaspora et des communautés afro-descendantes. Parmi ces groupes figurent des intellectuels, des scientifiques, des acteurs du monde artistique, sportif, culturel et médiatique, des jeunes, des femmes, des leaders d'opinion, des organisations professionnelles, des prêtres et prêtresses de la religion vaoudou, ainsi que des entrepreneurs de tout le continent.

Toutes ces catégories d'acteurs attendues à Lomé examineront de près les grandes thématiques inscrites à l'ordre du jour du congrès. Parmi les enjeux majeurs qui seront au cœur des débats figurent le travail de mémoire, les réparations et la réforme des institutions multilatérales.

Article écrit par
Prof Robert DUSSEY

SÉCURITÉ MARITIME DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Objectifs de l'exercice GANO 25 et du stage de l'Académie maritime SIREN 25

(suite de la page 3)

VI – Seaport cooperation project, EnMar – Enhanced Maritime Action in the Gulf of Guinea et GOGIN II – Gulf of Guinea Interregional Network), l'Agence Européenne de Contrôle

des Pêches (EFCA) mais aussi l'ONUDC (United Nation Office on Drugs and Crimes), INTERPOL, le MAOC-N (Maritime Analysis and Operations Centre – Narcotics), l'ISMI (Institut de sécurité maritime interré-

gional), le CEDRE (Centre de Documentation de Recherche et d'Expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux) et le CEPPO, le SHOM et le MICA-CENTER.

CHIRURGIE ESTHÉTIQUE CLANDESTINE AU TOGO

Quand le rêve de beauté se transforme en cauchemar

Late Pater

Togo, la quête de la beauté pousse certaines personnes à recourir à la chirurgie esthétique clandestine, une pratique qui se déroule en dehors des structures médicales agréées et encadrées. Alors que le coût élevé des soins officiels et la pression sociale incitent de nombreux Togolais à chercher des solutions moins chères, les conséquences de ces interventions illégales se révèlent souvent dramatiques.

Des procédures risquées, des conditions précaires

Les cliniques clandestines offrent des interventions esthétiques, telles que l'augmentation mammaire, la liposuction ou encore la rhinoplastie, à des tarifs attractifs. Cependant, ces opérations se déroulent dans des conditions insalubres, sans équipement adéquat ni personnel médical qualifié, et sans suivi post-opératoire adapté. Les risques sont nombreux : infections sévères, hémorragies, complications anesthésiques et même des séquelles irréversibles.

Témoignages poignants: Irène, 29 ans, victime d'une augmentation mammaire clandestine, confie : " J'ai choisi une clinique clandestine parce que je ne pouvais pas me permettre le coût d'une opération dans un hôpital reconnu. Malheureusement, l'intervention a mal tourné. J'ai développé une infection douloureuse qui a nécessité une hospitalisation d'urgence. Aujourd'hui, je porte non seulement des cicatrices physiques, mais aussi le poids d'un regret immense."

Miranda, 33 ans, qui avait opté

pour une rhinoplastie non encadrée, raconte son expérience : " Je voulais corriger certains traits de mon visage pour gagner en confiance. Mais l'opération, réalisée dans de mauvaises conditions, a provoqué une déformation partielle de mon nez. Je ne peux plus me regarder dans le miroir sans revivre ce cauchemar."

Ces témoignages illustrent la dure réalité des procédures esthétiques clandestines. Les patientes, souvent attirées par des promesses de transformation rapide et économique, se retrouvent confrontées à des complications graves qui impactent leur santé physique et psychologique.

Les causes d'un phénomène inquiétant

Plusieurs facteurs expliquent le recours à la chirurgie esthétique clandestine au Togo : -Le coût prohibitif des soins officiels : Les établissements de santé agréés pratiquent des tarifs élevés pour les interventions esthétiques, rendant ces soins inaccessibles pour une large partie de la population. -La pression sociale : Dans une société où l'apparence joue un rôle important, le désir de se conformer aux standards de beauté peut pousser certains à prendre des risques inconsidérés; -Le manque de sensibilisation : De nombreuses patientes ignorent les dangers liés à ces interventions non encadrées et ne disposent pas d'informations suffisantes pour faire un choix éclairé.

Face à ce phénomène alarmant, les professionnels de santé et les associations de protection des droits des patients appellent à une régulation stricte et à des campagnes de



sensibilisation.

Le Dr. Komlan Afi Stéphanie, chirurgien plasticien à Lomé, insiste : "La chirurgie esthétique doit être prati-

quée dans des environnements contrôlés où la sécurité des patientes est garantie. Les autorités doivent sévir contre les cliniques clan-

destines et sensibiliser le public aux risques encourus."

Les témoignages de Irène et Miranda rappellent que derrière la promesse d'une apparence parfaite se cachent des dangers réels et souvent irréversibles. Il est urgent que le gouvernement et les professionnels de santé unissent leurs efforts pour protéger les citoyens et offrir des alternatives sûres et accessibles.

Pour que les Togolais puissent faire des choix éclairés en matière de soins esthétiques, il est essentiel de renforcer l'information sur les ris-

ques liés aux interventions non encadrées et de promouvoir l'accès aux établissements de santé agréés. Une collaboration entre le secteur public, les professionnels de santé et les associations de consommateurs est indispensable pour mettre fin à ce fléau.

La chirurgie esthétique clandestine, loin d'être une solution économique, se révèle être un véritable danger pour la santé et la vie des patientes. Il est temps d'agir pour que la quête de beauté ne se transforme plus en cauchemar.

"MOBILITÉ PROTÉGÉE", UN PROJET AMBITIEUX

Pour renforcer la protection des enfants en migration en Afrique de l'Ouest

Etonam Sossou

Dans un contexte de mobilité accrue et de vulnérabilité extrême, un nouveau projet, baptisé "Mobilité Protégée", a été lancé pour protéger les filles et les garçons en situation de migration en Afrique de l'Ouest, notamment face aux risques élevés de traite et d'exploitation sexuelle. Ce projet s'inscrit dans la volonté collective de créer un environnement sûr le long des parcours migratoires, en renforçant à la fois les capacités individuelles des enfants et les mécanismes institutionnels de protection.

Des risques accrus pour les enfants en déplacement

La région, marquée par un haut niveau de mobilité, voit un nombre important d'enfants non accompa-

gnés exposés aux dangers de la traite et de l'exploitation sexuelle. Les parcours de migration, souvent précaires et non sécurisés, offrent un terrain propice aux abus. "Nous constatons que les enfants, et surtout les filles, sont particulièrement vulnérables sur ces routes non protégées, ce qui rend indispensable l'intervention de structures dédiées", explique un expert de la protection de l'enfance impliqué dans le projet. Le projet "Mobilité Protégée" vise à agir à plusieurs niveaux pour limiter ces risques : Empowerment des enfants, consolidation des mécanismes de protection et la coopération régionale.

ECPAT France, membre du réseau ECPAT - End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for sexual

purposes, joue un rôle clé dans cette lutte. Ayant œuvré au Maroc depuis 2009 pour sensibiliser et renforcer les capacités locales contre l'exploitation sexuelle des enfants, ECPAT France apporte son expertise et son soutien technique au projet "Mobilité Protégée".

Face à la prévalence de la traite et de l'exploitation sexuelle des enfants en migration, "Mobilité Protégée" se présente comme une initiative incontournable pour transformer la donne en Afrique de l'Ouest.

Les principaux objectifs du projet sont : Renforcer la capacité des enfants, notamment des filles, à faire respecter leurs droits, consolider les réseaux de protection institutionnels et communautaires, accroître la coopération régionale pour un accompagnement adapté des enfants en

situation de traite.

Ce projet ambitieux constitue un appel à l'action pour tous les acteurs - gouvernements, ONG, institutions régionales et partenaires internationaux - afin de créer des parcours de mobilité sûrs et respectueux des droits de l'enfant. "Il est impératif d'agir maintenant pour protéger les plus vulnérables et garantir que la mobilité ne devienne pas un vecteur d'abus, mais bien une opportunité d'émancipation", conclut un responsable du projet. En renforçant la protection des enfants en migration, l'Afrique de l'Ouest pourra non seulement lutter contre les fléaux de la traite et de l'exploitation sexuelle, mais également construire un avenir où chaque enfant pourra grandir en sécurité et dignité.

DATES		RÉSULTATS			
VENDREDI 07 - 03 - 2025	VENDREDI : 07 / 03 / 2025 TIRAGE N° 215 08H00 14 78 02 25 17 16 59 46 52 29	VENDREDI : 07 / 03 / 2025 TIRAGE N° 846 13H00 85 69 23 13 06	VENDREDI : 07 / 03 / 2025 TIRAGE N° 88 18H00 77 80 61 49 18		
	SAMEDI : 08 / 03 / 2025 TIRAGE N° 216 08H00 36 53 16 89 43 61 90 52 41 63	SAMEDI : 08 / 03 / 2025 TIRAGE N° 402 13H00 78 49 38 46 20	SAMEDI : 08 / 03 / 2025 TIRAGE N° 89 18H00 72 30 13 56 33		
	LUNDI : 10 / 03 / 2025 TIRAGE N° 217 08H00 72 24 05 50 17 48 14 67 32 41	LUNDI : 10 / 03 / 2025 TIRAGE N° 1255 13H00 34 44 21 62 83	LUNDI : 10 / 03 / 2025 TIRAGE N° 88 18H00 50 74 61 69 18		
GROS LOTS DU TIRAGE N°846 DE LOTO KADDO DU 07 MARS 2025 @ LOMÉ # Point de vente 90141 * Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°402 DE LOTO Sam DU 08 MARS 2025 @ LOMÉ # Point de vente 70396 * Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA # Point de vente 90144 * Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°217 DE LOTO MATINAL DU 10 MARS 2025 @ LOMÉ # Point de vente 90054 * Deux (02) gros lots d'une valeur totale de 2.000.000 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°1255 DE LOTO DIAMANT DU 10 MARS 2025 @ LOMÉ # Point de vente 50021 * Un Super (01) gros lot de 4.000.000 FCFA	GROS LOTS DU TIRAGE N°88 DE LOTO GOLD DU 10 MARS 2025 @ LOMÉ # Point de vente 50660 * Deux (02) gros lots d'une valeur totale de 2.500.000 FCFA # Point de vente 90042 * Un (01) gros lot de 1.050.000 FCFA	

LOTO MATINAL

DOUBLE CHANCE

Multipliez vos chances de gagner en jouant à Double Chance sur les tirages de 9H00!



DÉSORMAIS 3 TIRAGES PAR JOUR!

NOUVEAU!

Loto Matinal

Tirage à 9H00 du Lundi au Samedi
Retrouvez les autres tirages aux horaires habituels

LUNDI	9H00 MATINAL	MARDI	9H00 MATINAL
	13H00 DIAMANT		13H00 CASH
	18H00 GOLD		18H00 BOOM
MERCREDI	9H00 MATINAL	JEUDI	9H00 MATINAL
	13H00 BENZ		13H00 MILLION
	18H00 PRESTIGE		18H00 SUPER
VENDREDI	9H00 MATINAL	SAMEDI	9H00 MATINAL
	13H00 KADOO		13H00 SAM
	18H00 KING		18H00 BINGO

COMMENT GAGNER À DOUBLE CHANCE?

Si vos numéros sortent dans les **5 premières** ou **5 dernières positions**, VOUS GAGNEZ!



	5 Premiers Numéros	5 Derniers Numéros
NAP 1	1	1
1 ^{er} Numéro	27	18
NAP 1 Total	28	19
NAP 2	150	100
NAP 3	1 500	1 000
NAP 4	4 500	3 000
NAP 5	30 000	15 000
	5 Premiers Numéros	5 Derniers Numéros
TURBO 2	1 500	1 000
TURBO 3	500	325
TURBO 4	250	170
TURBO 5	150	100

*Offre soumise à conditions. Jouez de manière responsable.

18+